

BANQUET SOCIAL

PAIX DE L'ABONNEMENT

Un an.	12 fr.
Six mois.	6
Trois mois.	3

Journal du XII^e Arrondissement.

Tout ce qui concerne la Rédaction ou les Annonces doit être adressé franco au bureau du Journal, place MAUBERT, 9.

Sommaire : Salut à l'avenir. — Abolition de l'octroi sur la viande et création de l'impôt progressif. — XII^e arrondissement. Actes officiels. — Nouvelles étrangères. — Faits divers. — Nouvelles des départements.

Paris, 24 avril.

Salut à l'avenir.

Encore quelques jours et le sort de la France va être définitivement fixé! Le provisoire va disparaître et la nation proclamera sa volonté par la voix de ses représentants.

La stabilité du gouvernement républicain, — car tout autre gouvernement est inadmissible désormais, — ramènera la confiance momentanément suspendue... La circulation commerciale reprendra son cours fécondant et les bras sans labeur se remettront courageusement à la tâche.

A l'heure où nous écrivons, l'avenir du pays commence... les votes sont déposés partout dans l'urne du scrutin; le choix des hommes sur qui reposera l'intérêt général est achevé; seulement il est encore dans l'ombre... Demain leurs noms luiront au grand jour; avant la fin de la semaine, ils seront connus de toute la France!

Ah! puisse-t-il avoir été fait comme nous le désirions, ce choix important, avec conscience, amour du pays, foi et dévouement! Puisse-t-il avoir été exempt de ces basses menées, de ces viles intrigues qui, sous le régime déchu, altéraient la sincérité des votes et entretenaient dans notre patrie cette plaie horrible qu'on nommait la corruption électorale.

Nous aimons à le croire.

La France a été régénérée par le grand mouvement révolutionnaire de 1848. La honte du passé dynastique est lavée, la trace de ses manœuvres coupables ne doit pas même subsister.

Nous pensons donc, pour l'honneur de nos concitoyens, que tous leurs suffrages ont été purs, vrais, sincères.

Nous espérons que l'Assemblée nationale, qui doit se réunir le 4 mai pour nous donner une constitution, sera l'expression directe et non équivoque de la volonté de tous.

Dans cet espoir, nous saluons l'avenir.

Nous le saluons avec amour, avec enthousiasme. Car nous avons le pressentiment qu'il sera grand, noble et fort.

La tâche sublime qu'imposent nos suffrages à l'Assemblée constituante est de nous le donner tel. Ni le talent, ni la foi républicaine, ni le courage ne lui feront défaut, nous en sommes certains, pour remplir dignement son mandat.

L'édifice est difficile à construire; mais les architectes seront habiles et infatigables.

Mais pour que l'œuvre soit complète, il faudra nécessairement qu'on s'applique à bâtir soigneusement chacune de ses parties, et qu'aucune d'elles ne soit négligée.

L'Assemblée Constituante, et plus tard, l'Assemblée Législative, devront mettre la main à tout ce qui peut assurer et grandir le bonheur du pays. Elles devront réparer les injustices du passé, combler les lacunes causées par des oublis coupables.

Ainsi, pour la politique extérieure, pour les relations internationales, soutien énergique, glorieux de la France, protection aux peuples opprimés, efforts directs qui les délivrent de l'esclavage; mais cependant, quoi qu'on fasse pour maintenir partout notre drapeau, la République Française devra conserver aux autres peuples leur indépendance, et le lien sacré de la Fraternité universelle les unira.

A l'intérieur, les devoirs de nos représentants seront nombreux et pénibles.

Nous qui les aurons envoyés à l'Assemblée, nous leur demanderons.

D'abord, comme principe, comme base, la République.

Pour diriger cette République, un pouvoir exécutif, composé de plusieurs membres sages, économes, honnêtes;

L'amélioration immédiate des classes déshéritées, afin que chacun ait le droit de vivre par son travail;

L'organisation du travail fondée non pas sur l'égalité communiste des salaires, mais sur l'association libre des intérêts avec répartition proportionnelle au capital, au travail et au talent;

Mêmes honneurs à l'agriculture et à l'industrie qu'à la guerre. Ceux qui nourrissent le pays ont les mêmes droits à sa reconnaissance que ceux qui le défendent;

Un système d'impôts progressifs qui ne fasse pas payer, comme par le passé, plus à celui qui possède moins;

L'instruction gratuite pour tous au frais de l'Etat, instruction sérieuse qui élève l'homme.

Education sérieuse et véritable aux femmes, trop négligées jusqu'à ce jour.

Plus de privilèges, plus de castes, plus de monopoles, plus de cumul, plus de sinécures.

Le concours ou l'élection, substitués à tout autre mode de nomination pour les fonctions publiques.

Réduction des traitements exagérés, augmentation des traitements trop minimes.

Création de colonies agricoles.

Les chemins de fer et tous les grands travaux d'utilité publique à l'Etat.

Réforme judiciaire, — abolition du régime cellulaire des prisons.

Abolition de l'aumône. — Prêts du Mont-de-Piété gratuits. Tels sont les grands jalons politiques et sociaux que les représentants de la France devront poser sur la route de leurs discussions pour être de vrais patriotes.

Que Dieu leur soit en aide!

GEORGES OLIVIER.

Abolition de l'octroi sur la viande et création de l'impôt progressif.

Nous avons approuvé les deux dernières mesures adoptées sur la proposition de M. le ministre des finances. L'abolition de l'impôt du sel et la suppression du droit d'octroi sur la viande de boucherie doivent contribuer, sans contredit, à améliorer le sort des classes laborieuses. Le premier devoir d'un gouvernement républicain était de faire disparaître ces taxes injustes et de les remplacer par un impôt prélevé sur la propriété, sur le luxe, sur les consommateurs riches ou aisés.

Seuls, les capitalistes s'étaient soustraits jusqu'à ce jour aux charges qui pèsent sur les autres citoyens. Cette choquante inégalité devait avoir un terme. Lorsque tous les éléments de la richesse sont atteints, pourquoi le plus puissant de tous serait-il épargné? Au milieu de la crise qui pèse sur nos finances et sur notre industrie, pourquoi les capitalistes et les rentiers ne supporteraient-ils aucun sacrifice? Pourquoi ce privilège exorbitant?

Par quels sophismes et par quels paradoxes pourrait-on soutenir qu'une classe entière de citoyens doit être dispensée de concourir aux charges publiques? Personne, à coup sûr, n'oserait émettre aujourd'hui une si étrange assertion. Sur ce point, l'égoïsme le plus endurci, les plus intrépides partisans des vieux abus se trouveraient réduits au silence.

Nous avons donc la certitude que le nouveau décret rendu par le Gouvernement provisoire obtiendra l'assentiment général. Cette mesure est utile et juste; mais son application nous paraît incomplète. Il ne suffit pas de reconnaître que les capitalistes doivent contribuer aux charges de l'Etat et de leur imposer l'obligation de payer un impôt; il conviendrait aussi que cet impôt fût progressif, qu'il frappât surtout le capitaliste opulent, et qu'il n'atteignît point le rentier qui possède à peine le nécessaire. Faire payer à ce dernier 1/10 du capital, c'est lui imposer souvent un sacrifice énorme.

Le principe de l'impôt progressif doit être désormais la base de toutes nos institutions fiscales. Nous en sommes convaincus, ce principe sera immédiatement proclamé par l'Assemblée qui va sortir des scrutins de la nation.

XII^e Arrondissement.

L'incurie des administrateurs de la mairie du XII^e arrondissement est notoire, les grands journaux sont forcés de

s'en occuper. Voici une lettre adressée par un citoyen bien connu, du X^e arrondissement, au *Constitutionnel* et aux *Débats*:

Paris, le 22 avril 1848.

Monsieur le rédacteur,

En toute hâte je viens vous dénoncer un fait des plus graves et qui peut et doit avoir les plus fâcheuses conséquences en faussant d'une manière indigne la Représentation nationale. Un de mes amis m'a signalé un abus auquel je ne pouvais croire. Il m'a assuré que la mairie du 12^{me} arrondissement de Paris délivrait des cartes d'électeur sans exiger la moindre pièce justificative, et sans même enregistrer le nom de l'électeur. Il a ajouté que certains candidats avaient à leurs ordres de nombreux émissaires qui faisaient ample provision de cartes sous toutes sortes de noms, et que demain ils s'arrangeraient pour les faire déposer dans les différents lieux de votes.

Je vous répète que je ne pouvais croire à tant d'audace et d'ignominie. J'ai voulu m'en assurer. Je suis allé à la mairie. La distribution a lieu dans la cour. On fait queue entre des balustrades, comme aux théâtres. Je suis enfin arrivé à un employé: — Ma carte d'électeur? Il a pris une carte sur laquelle il a écrit mes réponses à ses questions; les voici: — Votre nom? — Paquet. — Vos prénoms? — Martin-Victor. — Votre profession? — Jardinier et rédacteur de l'*Instructeur Jardinier*. — Votre âge? — Trente-cinq ans. — Votre demeure? — Rue Saint-Victor, 121. Il m'a remis une carte signée Gornet, et portant le cachet de la mairie. Je suis redescendu et me suis présenté deux pas plus loin, à un autre employé, auquel j'ai également réclamé ma carte. Il m'a fait les mêmes questions, et moi les mêmes réponses que ci-dessus, et m'a remis une seconde carte sans la moindre objection. J'avais bien l'intention d'aller à tous les distributeurs; mais la pluie tombait à flots, et, comme les électeurs sont en plein air pour recevoir leur carte, et qu'il faut faire queue pendant une demi-heure, je me suis contenté de deux seulement!

Ainsi, Monsieur, me voici à même de déposer deux bulletins dans les urnes du 12^{me} arrondissement de Paris. Il faut vous dire maintenant que j'habite le 10^{me} arrondissement, où je remplis mes droits et mes devoirs de citoyen. Ce que j'ai fait là n'a eu pour but que de constater un abus que je m'empresse de vous dénoncer, *preuves en main*. On a dit que la même personne avait pu voter jusqu'à cinq fois pour l'élection du colonel de la 12^{me} légion. Ce qui se passe aujourd'hui à la distribution des cartes aux électeurs de cet arrondissement permet d'ajouter foi aux *on dit* concernant le colonel.

Recevez, je vous prie, Monsieur, mes civilités empressées.

VICT. PAQUET, jardinier.

11, rue Rousselet-Saint-Germain.

Nous savons parfaitement ce que répondront nos Aristides municipaux de la rue Saint-Jacques, ils diront que le citoyen Paquet n'est pas un bon républicain: c'est toujours ainsi qu'ils réfutent les vérités qu'on leur adresse: ou bien, pour se consoler d'un échec, ils reliront leur exilante et vraiment bouffonne circulaire électorale, écrite en style romantico-burlesque, épicée de *oh! de ah!* et de *eh!* circulaire dans laquelle la République est définie, une locomotive lancée à toute vapeur. Bravo! candidat, vous ne serez pas élu!

(Au moment de mettre sous presse, nous recevons communication de la note suivante):

« Plusieurs plaintes avaient été portées à la mairie de Paris, sur la manière dont les cartes d'électeur avaient été distribuées dans le XII^e arrondissement.

« Le membre du gouvernement provisoire, maire de Paris, s'est empressé d'ordonner immédiatement une enquête, et il a voulu s'assurer par lui-même de l'exactitude des faits.

« Il résulte de ses recherches qu'en effet, il y a eu non-seulement dans cette mairie, mais dans presque toutes, de doubles emplois; cela tient à ce que les listes ont été faites sur une double base, celle de l'inscription pour la garde nationale et celle des inscriptions faites sur la demande personnelle des citoyens.

« Mais les précautions les plus sévères et les plus efficaces ont été prises, dans chaque section, pour que le même électeur ne puisse pas voter deux fois. Tous ceux qui ont aujourd'hui exercé leur droit ont pu s'en convaincre par eux-mêmes. Jamais le vote n'a été entouré de plus de précautions, et la sincérité des élections appuyée sur de plus sincères garanties. »

Bien! des précautions ultérieures seront prises! Nous en remercions le membre du Gouvernement provisoire, maire de Paris; mais au nom de nos intérêts, qu'il continue son enquête et qu'il l'étende à tous les faits et ges-

tes de la mairie du XII^e arrondissement. Les accusations se répandent de toutes parts et s'appuient sur un grand nombre de faits ; nous demandons une enquête complète, publique, qui prouve la culpabilité ou l'innocence des hommes incriminés.

— La protestation que nous avons publiée dans notre dernier numéro compte déjà 12,000 signatures. L'opinion est en majorité contre les vices de l'inscription électorale au XII^e arrondissement.

Actes officiels du Gouvernement.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

Liberté, Égalité, Fraternité.

Citoyen maire,

A l'occasion d'une revue d'ouvriers des ateliers nationaux qui devait avoir lieu, les rumeurs les plus fausses ont été répandues, et l'on a été dans certaines réunions publiques jusqu'à porter une accusation de corruption électorale contre la mairie de Paris.

Je tiens à honneur de repousser une aussi indigne accusation.

Le Gouvernement provisoire avait, depuis plus de quinze jours, décidé que cette revue serait passée par le ministre des travaux publics et le maire de Paris. De délai en délai, la date en avait été fixée au 22 avril. La politique n'avait absolument rien à faire dans un acte de ce genre, mais il a suffi qu'on pût supposer même une intention d'influence électorale pour que cette revue fût contremandée et renvoyée après les élections.

La liberté complète du suffrage est la première garantie de la souveraineté du peuple. Le Gouvernement provisoire n'a rien négligé pour l'assurer.

Le maire de Paris a pris, pour son compte, les plus minutieuses précautions pour que ce droit sacré fût exercé avec une entière indépendance. Avec le suffrage universel, tout citoyen qui vote ne doit avoir qu'une inspiration et un juge : c'est sa propre conscience.

Peser sur cette conscience par une pression extérieure, serait à mes yeux un outrage à la dignité comme à la liberté. Ce n'est pas moi qui me rendrai coupable d'un tel excès, et je repousse toute accusation de cette nature comme une infâme calomnie.

Salut et Fraternité,

Le membre du Gouvernement provisoire, maire de Paris,
Armand MARRAST.

Le Gouvernement provisoire

Décète :

Une commission sera chargée de présenter un rapport sur les questions relatives au cumul des fonctions publiques salariées.

Cette commission sera composée des sous-secrétaires d'Etat ou secrétaires généraux, directeurs ou chefs de divisions, choisis par chaque ministre dans les différents services.

Elle sera présidée par le citoyen Flocon, membre du Gouvernement provisoire.

La commission se réunira au ministère des finances.

Fait à Paris, en conseil de Gouvernement, le 22 avril 1848.

Les membres du Gouvernement provisoire.

Le Gouvernement provisoire,

Sur le rapport du ministre de l'instruction publique et des cultes,

Décète :

Art. 1^{er}. L'art. 14 de la loi du 21 mars 1832 sur le recrutement de l'armée est applicable aux élèves du collège de France.

En conséquence, les élèves du collège de France seront considérés comme ayant satisfait à l'appel, et comptés numériquement en déduction du contingent à former, moyennant les conditions imposées par le même article aux élèves de l'Ecole polytechnique.

Art. 2. Le ministre de l'instruction publique et des cultes est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, en conseil du Gouvernement, le 22 avril 1848.

Les membres du Gouvernement provisoire.

Le ministre de la guerre, chargé par intérim du ministère de la marine et des colonies, arrête ce qui suit :

La démission offerte par M. Turpinier du titre et de l'emploi de membre du conseil d'amirauté est acceptée.

Paris, 17 avril 1848.

F. ARAGO.

INSTRUCTION PRIMAIRE.

Rapport au ministre de l'instruction publique et des cultes.

Monsieur le ministre,

La haute commission des études scientifiques et littéraires a fait de l'instruction primaire le premier objet de ses délibérations, et ses séances quotidiennes y sont encore aujourd'hui consacrées. Mais autant il est facile d'innover lorsque le changement, pour se réaliser, ne demande, comme dans la création de l'Ecole d'administration, que le concours d'un petit nombre d'hommes d'élite, autant il est difficile de le faire lorsque le changement nécessite, comme ici, l'élévation d'un personnel de près de 40,000 fonctionnaires laissés trop longtemps en souffrance. Il est manifeste que rien de digne de la République française, tant à l'égard des instituteurs qu'à l'égard des élèves, ne peut s'accomplir pour l'instruction primaire, à moins de sommes considérables, et l'Assemblée qui va se réunir ne les refusera pas.

Toutefois, la haute commission s'associant pleinement, monsieur le ministre, à la juste impatience que vous lui avez témoignée, vous soumet, par mon organe, une proposition qu'elle croit de nature à vous satisfaire, ne fut-ce qu'à titre

d'indice précurseur. Cette proposition consiste à inviter la ville de Paris, qui s'est toujours distinguée d'une manière si éminente par sa sollicitude pour l'instruction primaire, à joindre ses efforts aux vôtres pour une manifestation éclatante en faveur des enfants élevés dans ses écoles. Un tel exemple, inspiré par le républicanisme le plus pur, ne saurait manquer d'exciter dans tous les départements une émulation que le même mode d'encouragement pourrait soutenir.

On doit s'attendre à ce qu'une des premières mesures adoptées par l'Assemblée, dans le règlement de l'instruction nationale, soit d'exiger de tous les enfants de la République indistinctement la justification de l'accomplissement de leurs cours d'enseignement primaire, et c'est un principe que vous avez vous-même posé, monsieur le ministre, dans votre circulaire du 27 février. Un diplôme, délivré au nom du gouvernement, attestera sans doute que les jeunes gens se sont acquittés de cette première obligation que l'ordre républicain leur impose ; qu'il soit donc accordé dans toutes les Ecoles mairies de la ville de Paris à tous les élèves qui l'auront mérité.

Dans l'époque de l'année où nous sommes, cette mesure viendrait à propos. Le cours des classes dans les institutions primaires de Paris est continu, de sorte qu'il n'y existe point, à proprement parler, de fin d'année, sinon à cette époque où le jour de la première communion qui s'approche donne à une multitude d'enfants le signal de quitter la période de l'école pour entrer dans celle de l'apprentissage. C'est à cet essai d'enfants que s'adresserait le diplôme dont il s'agit, et ils l'emporteraient avec eux dans l'apprentissage, joignant ainsi le souvenir de cette émancipation solennelle de l'instruction primaire à celui de leur première communion.

Mais ce n'est pas assez, monsieur le ministre, et nous vous proposons que, parmi les mille enfants qui auront été reconnus les plus distingués par suite des examens ordonnés à cet effet dans toutes les écoles publiques, il soit réparti, au nom de l'Etat et de la ville, d'après les rangs déterminés par un concours, un certain nombre de bourses d'apprentissage, d'écoles primaires supérieures, d'écoles des arts et métiers, de fermes-modèles, de lycées. Au lieu de la bourse, et j'aurais à cœur, monsieur le ministre, que la langue pût me fournir pour cet objet un nom plus digne, les enfants dont les familles seraient en position de leur faire donner le genre d'éducation correspondant à leur rang dans le concours recevraient de la République une médaille, symbole de leur égalité avec les autres vainqueurs.

L'ouverture de ce concours pourrait devenir l'occasion d'une première fête des écoles primaires au Champ-de-Mars. On y réunirait aux élèves de ces écoles ceux des asiles, espoir des concours prochains, et même ceux des lycées qui appellent dès à présent à eux, dans les écoles inférieures, tous les plus dignes. Chaque école, précédée de sa bannière, viendrait vous présenter, monsieur le ministre, ceux qui, dans son sein, auraient mérité le diplôme, et les mille concurrents, après avoir reçu de vos mains, non point une couronne, symbole d'une vanité que la République condamne, mais un rameau fleuri du printemps, préluderaient à leur dispute intellectuelle par un banquet de frères.

Si le projet que j'ai l'honneur de vous soumettre obtenait votre suffrage, la haute commission vous prierait de déléguer, pour présider à l'ordonnance de cette fête, l'un de ses membres, notre illustre Béranger. Un jour, et ce jour, nous en avons la ferme confiance, n'est pas loin ; la République mettra à votre disposition les ressources nécessaires pour que les enfants des plus pauvres villages soient admis avec toute la libéralité désirable à partager les bienfaits d'une institution si républicaine. Mais, en attendant, monsieur le ministre, que la ville de Paris, qui a tant fait pour ses écoles, ait encore la gloire de donner ce nouvel exemple au monde, agréez, monsieur le ministre, mon salut respectueux et fraternel.

Le président de la haute commission des études scientifiques et littéraires, JEAN REYNAUD.

Paris, le 21 avril 1848.

Approuvé le rapport. — Le ministre de l'instruction publique et des cultes, CARNOT.

Nouvelles Étrangères.

— On écrit d'Alger au National :

« Un sieur Couput vient de débarquer ici, se disant commissaire muni de pouvoirs extraordinaires, illimités, qui lui auraient été donnés par le ministre de l'intérieur, pour procéder à toutes espèces de changements, réformes, mutations, etc., dans le personnel des administrations civiles et militaires de l'Algérie et pour diriger les élections.

« La nouvelle en était si peu attendue, que, tout d'abord, personne n'a voulu y croire. Comment, d'ailleurs, admettre que le ministre de l'intérieur puisse déléguer des pouvoirs, et des pouvoirs de cette nature, dans un pays qui est sous les ordres immédiats du ministre de la guerre ?

« Le gouverneur général a été, dit-on, non moins surpris que la population. Aucun ordre du Gouvernement, aucun avis du ministre duquel il relève, ne lui avait donné avis de cette étrange mission.

« Il y a vu un tel manque d'égards, une telle marque de défiance, qu'il a écrit immédiatement pour demander qu'un successeur lui fût donné. Le directeur des affaires civiles a pris la même résolution. Tout le monde est indigné ; tout le monde se demande s'il y a parti pris de bouleverser, de ruiner l'Algérie. C'est la confusion des pouvoirs, c'est l'anarchie.

Le National ajoute :

« Nous voudrions pouvoir expliquer la lettre de notre correspondant par une erreur de sa part. Mais les faits sont articulés d'une manière trop précise pour que nous puissions les mettre en doute. Il faut donc que le gouvernement s'explique ; il faut qu'il dise quelles sont ses intentions à l'égard de l'Algérie ; à l'égard du gouverneur-général. S'il a cru devoir faire passer l'Algérie sous les ordres du ministre de l'intérieur, s'il n'a pas confiance dans le général Cavaignac, il faut qu'il le dise hautement, qu'il en produise les motifs.

« Le silence ne lui est pas permis. »

ANGLETERRE. — M. Charles Cochrane a annoncé, dans une lettre publiée par un journal, qu'il pourra descendre le lundi de Pâques à White-Halle, avec une députation pour présenter à sir Grey (ministre de l'intérieur) une pétition à la reine. Il a annoncé qu'un rassemblement de plusieurs milliers de personnes l'accompagnerait et se rendrait à White-Hall pour manifester l'horreur qu'inspirent les lois actuelles des pauvres. Nous sommes autorisés à démentir cette assertion de la manière la plus formelle, et à répéter ce qu'a dit sir G. Grey dans une lettre à M. Ch. Cochrane et à sa place dans la chambre des communes, que la pétition à la reine ne serait pas reçue le lundi de Pâques, ni jamais avec accompagnement d'un grand nombre de personnes. Ce rassemblement tend à interrompre le commerce et la paix de la capitale. La police a des ordres pour empêcher cette obstruction ou cette réunion le lundi de Pâques. Il n'est pas douteux que ces ordres seront exécutés avec fermeté, s'il en est besoin.

(Globe du 22 avril.)

— Vendredi, plusieurs meetings chartistes ont eu lieu à Kennington-Common. Aucun orateur ne s'est présenté : 7 à 800 voleurs et vagabonds n'ont pas cessé pendant la journée d'y faire des parades et des vociférations ; ce qui a empêché le public de fréquenter ce lieu. — A Bristol, un meeting assez nombreux a eu lieu. Lorsqu'il s'est séparé, trois salves d'applaudissements ont été entendues pour O'Connor et la Charte. Des murmures ont accueilli le nom de lord John Russell.

— On dit qu'un membre du clergé du diocèse de Dublin, jouissant de toute la confiance de l'archevêque Murray, doit se rendre immédiatement à Rome avec de nouvelles instructions. Le but de ce voyage est d'arranger enfin le différend entre Rome et le gouvernement anglais.

ESPAGNE. — On lit dans la correspondance de Madrid du Daily News :

« M. Bulwer a envoyé au cabinet espagnol une note renfermant des représentations assez sévères au sujet du système d'arbitraire et de violence qui est actuellement en vigueur. L'Angleterre, dit M. Bulwer, n'a pas la prétention de dicter à des Etats étrangers leur politique intérieure ; mais elle ne peut pas assister d'un œil indifférent à ce qui se passe en Espagne, ni voir tranquillement compromettre les institutions libérales pour l'établissement desquelles elle a fait de grands sacrifices. En conséquence, le gouvernement anglais engage les ministres de la reine Isabelle à revenir à cette marche constitutionnelle dont ils s'éloignent de plus en plus, mettant en danger le trône et le pays. Peut-être, en convoquant les cortès de nouveau pour leur expliquer les motifs qui ont dicté sa conduite, le ministère pourrait-il rendre la tranquillité au pays. Si les ministres persévèrent dans leur ligne de conduite actuelle, qui est le despotisme militaire le moins mitigé, le trône d'Isabelle II perdra ses titres à l'appui actif de la nation anglaise, et si l'insurrection catalane, non éteinte en faveur du comte de Montemolin, venait à prendre un plus formidable aspect, le gouvernement espagnol ne devrait plus espérer de la part de l'Angleterre une assistance comme celle qu'il en a reçue contre don Carlos.

« Le ministère espagnol s'est assemblé pour en délibérer. La colère de Narvaez était à son comble. Dans sa réponse, le duc de Sotomayor, au lieu de justifier le cabinet espagnol, a tracé le sombre tableau des misères de l'Islande, repoussant dans les termes les plus véhéments la prétention de l'Angleterre à intervenir dans les affaires intérieures de la péninsule. Le duc a engagé les Anglais à se souvenir des chartistes et des repealers, suffisant pour absorber leur intention au dedans.

« M. Bulwer, dans sa réplique, a dit qu'il n'y avait pas de parallèle entre l'Angleterre et l'Espagne : l'Espagne n'a pas contribué à fonder le trône de la reine Victoria ni à l'empêcher d'être renversé par la guerre, et il n'a pas du tout contribué à l'inauguration de la constitution anglaise ; elle n'a pas fait de pacte avec le gouvernement anglais pour le maintien de cette constitution. Donc il n'y a pas de réciprocité à chercher à établir entre les deux pays.

« La réponse du gouvernement espagnol ne satisfait pas le gouvernement anglais. »

— Les menées carlistes recommencent dans le nord. Voici ce que nous lisons, à ce sujet, dans le Fomento du 18 avril :

« Berga, 13 avril.

« On a répandu à profusion une proclamation que l'on croit avoir été imprimée en France. Il y est dit que le pater-nal manifeste du 23 mai 1845 et l'allocation du 12 septembre 1846 (du roi don Carlos) ne doivent pas être oubliés. Le roi ne doute pas de la coopération des fidèles Catalans. Depuis sept ans, par une infâme trahison, l'armée royaliste a disparu du pays. Quel bien l'Espagne y a-t-elle gagné ? Il faut aujourd'hui rompre la chaîne honteuse qui, commençant à la pragmatique sanction de 1830, a abouti à la frauduleuse combinaison matrimoniale d'octobre 1846 ; chaîne fatale qui fermait l'Espagne à un prince espagnol, au souverain légitime, pour en ouvrir les portes à une influence étrangère, abattue par la foudre de la divine Providence, tombée le 24 février sur les Tuileries.

« L'unique main qui puisse arracher l'Espagne à son malheureux sort est celle du roi (don Carlos), du véritable roi d'Espagne, don Carlos Louis de Bourbon ; que le peuple vienne donc se ranger sous sa bannière ! Lorsque la révolution et les révolutionnaires auront été expulsés d'Espagne, on verra renaître la paix et le repos. Vive le roi ! (Viva el rey !)

« Champ de l'honneur, 1^{er} avril 1848.

« Signé Jose MASCORET. »

ITALIE. — La *Revolução de setembro* contient l'article suivant, sur lequel nous appelons l'attention du Gouvernement provisoire :

« Une déclaration officielle, signée de Saldanha, ose nier les atroces persécutions dont sont aujourd'hui victimes les étrangers en Portugal. Depuis le protocole, deux Français.

ont été assassinés à coups de fusil par les agents du Gouvernement : l'un dans les Algarves, l'autre dans l'Alemtejo...

« J'ajouterai que ces jours derniers le chargé d'affaires de France a adressé au président du conseil trois énergiques réclamations sur les faits suivants :

« 1^o Au nom du citoyen Laurie, attaqué à huit heures du soir place des Romulans, par quatre fier-à-bras (*valentes*) du bataillon de Joasinho, qui l'ont percé de leurs baïonnettes. Ils l'ont laissé sans connaissance, baigné dans son sang, un œil arraché, avec les injures ordinaires : *maldito republicano frances!* (maudit républicain Français !)

« 2^o Au nom d'un artiste français, le citoyen Valette, attaqué par les agents de police, frappé de coups de bâton, jeté en prison, et si maltraité qu'il n'a pu travailler de quinze jours.

« 3^o Au nom du citoyen Pron, attaqué dans son logement, à Coimbra, par un des héroïques officiers de l'invincible Saldanha, accompagné d'une escorte, et menacé de mort comme étant républicain français. Les assassins ont lâchement pris la fuite, lorsque le citoyen Pron arma ses pistolets pour se défendre. »

Nous sommes persuadés que le Gouvernement provisoire provoquera une enquête sur une si flagrante violation du droit des gens, et demandera une prompte et éclatante réparation.

ETATS-UNIS. — NEW-YORK. — On lit dans le *Courrier des Etats-Unis* :

Hier lundi était le jour désigné d'avance pour la grande démonstration patriotique de toutes les nations réunies. Le matin, on a célébré dans les deux églises françaises de New York le service en l'honneur des victimes de Février, ainsi que l'avait décidé l'assemblée de vendredi sur la proposition de M. Anthony Prontaut. La cérémonie catholique devait naturellement avoir le plus d'éclat, et elle a été digne de la circonstance. Un catafalque était élevé au milieu de la nef, devenue trop étroite pour la pieuse affluence de nos nationaux. Aux premiers rangs, on remarquait le consul-général de France et le personnel du consulat. La compagnie des gardes Lafayette, au complet et en grand uniforme, achevait de donner à cette cérémonie une physionomie toute française. M. l'abbé Lafont, dans une heureuse allocution, a fait ressortir les caractères éminents qui font du catholicisme le symbole et l'expression la plus pure de la liberté.

Vers deux heures, le jardin du Park commença à se remplir pour le grand meeting général annoncé pour quatre heures. A cette occasion, trois estrades avaient été élevées, et les rôles répartis de la manière suivante :

Estrade n^o 1. — Langue anglaise. — Le maire de New-York, président, avec les aldermen Frank et Steens, et les assistants-aldermen Purser et Messerole, comme vice-présidents américains.

Délégués étrangers : Pour l'Irlande, M. Thomas O'Connor; pour l'Angleterre, M. Edward F. G. Webb; pour l'Italie, M. Félix Argenti, pour la France, M. Victor Durand; pour l'Allemagne, M. Aug. Kruer; pour la Suisse, M. Jos. Gex; pour la Pologne, M. Fontana.

Les secrétaires étaient : pour l'Irlande, M. Ch. Davis; pour l'Angleterre, M. G. H. Evans; pour la France, M. Rewbel; pour l'Italie, M. Attinelli; pour la Pologne, M. W. Lange; pour la Suisse, M. Albert Delapaux.

M. Ogden Hoffmann était chargé d'ouvrir la séance; le maire de New-York devait la clore.

La parole devait être portée par M. T. O'Connor, au nom de l'Irlande; M. A. Peugnet, au nom de la France; M. G. Rogers, au nom de l'Angleterre; M. G. Adam, au nom de l'Ecosse; M. John Evans, au nom du pays de Galles; M. Forrester, au nom de l'Italie; M. Fontana, au nom de la Pologne.

Deuxième estrade. — Langue française. — Président, M. Caylus, assisté des membres du comité.

Délégués : Irlande, MM. Lynch et C. Dowling; Pologne, Strowski et Mass; Grande-Bretagne, M. D. Morgan; Allemagne, M. Arendt; Italie, M. J. Avezzana; Suisse, MM. Ch. Guinand et Tissot.

Troisième estrade. — Langue allemande. — Président M. Phil. Schmidt; secrétaire, M. Eckert.

Délégués : M. Roehling, pour la France; M. Tissowski, pour la Pologne; M. Argenti, pour l'Italie.

A quatre heures et demie précises, les membres de la députation française, escortés des comités suisse, italien, polonais, irlandais, allemand, précédés de la milice française de New-York, entraient dans le Park au son de la *Marseillaise*. Il est impossible de peindre l'enthousiasme qui animait cette population si diverse par les idiomes, si unie par le cœur et par le sentiment de la liberté. Les Français, les Irlandais, les Suisses, les Polonais, les Allemands se rendirent alors à l'estrade qui leur était destinée, et M. Caylus, président, annonça qu'il donnerait à tour de rôle la parole à tout ceux qui la demanderaient, quelle que fût leur langue.

M. Vionis, l'ayant réclamée le premier, adressa à l'assemblée un discours plein de modération et de tact, dans lequel il appela les souffrances du peuple, et félicita la nation française d'avoir secoué le joug qui lui était imposé depuis si longtemps.

M. Foresti, un des plus honorables présidents italiens, prit alors la parole dans sa langue natale; et, dans un discours énergique et plein de ces images qui rendent si puissante l'éloquence des peuples du Midi, il fit l'éloge de notre révolution, avant-courrier de la génération italienne. Ce discours, applaudi avec ivresse par les personnes qui l'ont compris, et applaudi avec confiance par celles qui ont eu le malheur de ne pouvoir l'apprécier que par le geste et la pantomime de l'orateur, ce discours laissera, nous n'en doutons pas, une profonde impression dans le cœur de la population italienne de New-York.

M. Renbel, descendant du conventionnel de ce nom, dit ensuite quelques paroles bien senties, qu'il termina au milieu des applaudissements et des cris de *Vive la République!*

M. Workisse, avocat américain, prononça un discours plein d'énergie et de vigueur, où il sut allier avec bonheur

les sympathies que lui inspirait la révolution de février avec l'amour qu'il portait au pays libre qui l'a vu naître.

M. Clément, honorable ouvrier français, lut un discours écrit où respiraient les sentiments les plus patriotiques et les plus éclairés. Ce discours, prononcé d'une voix ferme, a excité l'enthousiasme de l'auditoire, et a été suivi du chant patriotique de la *Marseillaise*.

A cet instant, le président du meeting annonça que des citoyens américains demandaient à chanter en chœur un hymne en l'honneur de la France, expressément fait pour la circonstance.

Ce morceau, intitulé : *A jamais vive la France!* écrit et offert par Alfred Wheeler à la République française, a été salué de cris d'enthousiasme et de reconnaissance par tous nos compatriotes.

M. Brisane, cet Américain français par le cœur comme il l'est par le langage, prit ensuite la parole.

« Si le Gouvernement populaire de la France réalise, dit-il, dans l'organisation du travail, des réformes pratiques qui garantissent au peuple ses droits industriels, son droit au travail, aux instruments, et au fruit de ce travail; l'éducation universelle, et autres améliorations pratiques, la France deviendra le pilote des nations, le sauveur social de l'humanité! »

M. Kalisowski, Polonais réfugié, vint, au nom des Polonais ses compatriotes, exprimer au peuple français les sympathies que lui portent tous les peuples de la terre.

M. Crédeville adressa également quelques paroles chaleureuses accueillies par de vifs applaudissements.

M. Caylus, président du comité français, pria l'assemblée de l'exécuter, si, dans cette circonstance, il ne prononçait pas un discours plus complet.

« Citoyens », dit-il, permettez-moi de vous rappeler que l'on est souvent injuste envers les bienfaits de notre première révolution. Il ne faut pas oublier qu'en 1793, pendant que quatorze armées républicaines repoussaient l'invasion étrangère, la convention nationale organisait à l'intérieur ce beau système d'administration qui fait la gloire immortelle de notre pays. Permettez-moi de vous citer une anecdote. Le jour où nous reçûmes les premières nouvelles de la glorieuse révolution qui venait de s'opérer en France, je passais dans la rue des Banquiers, dans Walle-Strett. J'entendis alors une personne dire : « Si la France est en république, dans deux ans les cosaques seront à Paris. » Ne riez pas, messieurs; ils y seront, car dans deux ans, la liberté aura fait le tour du monde, et ils seront libres comme nous; dans deux ans, l'Europe républicaine aura renversé tous les trônes et détruit tous les tyrans. »

Après cette improvisation, suivie d'acclamations, de hurrah et de *cheers*, M. Charles Ferrero prit la parole en anglais, et prononça une éloquente allocution. Plusieurs autres orateurs lui succédèrent.

Des harangues non moins nombreuses et non moins éloquentes étaient prononcées pendant ce temps sur les autres estrades par les orateurs des diverses nations.

L'adresse suivante au peuple français fut ensuite simultanément proposée et adoptée par d'unanimes acclamations :

« Patriotes de Paris,

« Vos glorieux exploits ont sonné l'heure de l'émancipation du vieux monde. La Providence a jugé la France digne de servir d'avant-garde à l'Europe marchant à la conquête de ses droits.

« Enfants des différentes nations de l'Europe, nous avons été témoins, dans cette contrée libre, de la beauté des institutions d'une grande nation, et depuis des années nos cœurs se sont ouverts à l'espérance de voir nos citoyens opprimés jouir dans notre patrie de la même liberté. L'aurore de ce grand jour vient de luire.

« Patriotes de Paris, vos citoyens de New-York vous ont déjà exprimé leurs sentiments; nous, maintenant, enfants de la Pologne, de l'Italie, de l'Irlande, de l'Allemagne, de la Suisse et de la Grande-Bretagne, nous nous réunissons fraternellement pour vous offrir nos cordiales félicitations et nos vœux pour la prospérité de la République française. Les Américains citoyens de cette belle cité, toujours prêts à applaudir aux progrès de la liberté, se joignent à nous pour la démonstration de ce jour, et, pour lui donner plus de solennité, la municipalité nous a prêté son aide et sa fraternelle assistance.

« Nous espérons que le glorieux exemple de la République française sera suivi bientôt par chacune des nations dont nous sommes les enfants. N'avez-vous pas eu la même pensée en combattant dans les rues de votre illustre cité contre l'oppression et contre les tendances rétrogrades de votre ex-roi et de son gouvernement? Seriez-vous satisfaits si votre triomphe ne s'étendait pas au-delà de la France, et si l'Europe restait enchaînée dans un honteux esclavage.

« Non! votre devise est *Fraternité*. L'égoïsme est la base des monarchies; mais la République française arbore sur sa bannière un principe différent : elle offre noblement la main à tous les opprimés. Nous espérons en elle! »

Après cette grande manifestation, M. Avezzana, réfugié italien, proposa la formation d'une armée de 20,000 hommes, toujours prêts à faire voile pour l'Europe et à voler au secours de toute nation combattant pour sa liberté.

La séance fut close par une prière dans laquelle les divers comités se réunirent pour invoquer le Dieu qui veille sur les destinées des nations, et l'assemblée se dispersa au moment où les ombres de la nuit vinrent étendre leur voile sur ce forum improvisé.

Le soir, une grande partie de la ville était illuminée. Le City-Hall, sur lequel avaient flotté tout le jour les couleurs françaises et américaines, avait donné l'exemple. Le consulat de France, la maison particulière du consul, le bureau du *Courrier des Etats-Unis*, et la plupart des grands établissements de la presse américaine, se faisaient remarquer dans cette démonstration générale. Une agitation paisible a régné toute la soirée, pendant laquelle les diverses populations n'ont cessé de fraterniser comme une seule et grande famille.

Faits Divers.

Un journal signale les modifications suivantes dans les divisions militaires :

« Les divisions et subdivisions militaires, si le projet du conseil de défense est adopté, comme tout porte à le croire, subiront des modifications très-considérables.

« Voici les principales :

« Les vingt et une divisions et les quatre-vingt-six subdivisions territoriales seront remplacées par dix-sept divisions et quarante-quatre subdivisions.

« Plusieurs chefs-lieux de divisions et de subdivisions seront déplacés, le conseil de défense s'étant basé, pour déterminer les chefs-lieux, beaucoup plus sur des considérations militaires que sur des raisons de toute autre nature.

« Ainsi, quelques grands centres de population tels qu'Amiens ont été sacrifiés à des villes comme Arras, moins considérables mais plus rapprochées de la frontière ou entourées de fortifications.

« Entre autres avantages militaires, la nouvelle répartition aura celui de permettre de convertir immédiatement et sans dépenses les divisions et subdivisions territoriales en divisions et brigades actives.

« Quelques grandes villes comme Rouen ne seront plus chefs-lieux de subdivision. Beaucoup de chefs-lieux de départements cesseront d'être chefs-lieux de subdivision.

« La 1^{re} division militaire comprendra onze départements et seulement six subdivisions.

Rouen rentre, dit-on, dans la première division. Plusieurs des nouvelles subdivisions comprendront jusqu'à trois départements.

« Enfin, excepté pour Paris et Lyon, le siège de la subdivision ne se trouvera plus dans les villes où seront établis les états-majors des divisions.

— La police de sûreté a arrêté hier matin un individu qui depuis un an était parvenu à se soustraire à ses recherches avec une rare habileté. Après avoir exercé successivement, dans le département de l'Eure et à Paris, les fonctions d'huissier, le sieur Théodore-François Valade avait réussi à se faire nommer percepteur de la commune d'Oisery (Seine-et-Marne). Au mois de mai de l'année dernière, il disparut de cette commune, et comme il laissait un déficit important dans sa caisse, un mandat d'arrêt fut décerné contre lui par le parquet de Meaux, à la date du 10 juin 1847, sous prétexte de détournement de deniers publics dont il était comptable.

Une instruction criminelle se suivit dès lors contre Valade, instruction à la suite de laquelle intervint, le 19 décembre 1847, un arrêt de la chambre des mises en accusation qui prononça, par contumace, son renvoi devant la cour d'assises du département de Seine-et-Marne.

Valade, après avoir changé de nom, s'était réfugié à Paris. Le service de sûreté ayant enfin découvert qu'il se cachait sous le faux nom de Frédéric d'Olivier, dans un garni de la rue Neuve-Guillemain, une descente de justice y fut pratiquée ce matin.

Au moment où le magistrat se présentait, accompagné d'agents, pour arrêter le faux d'Olivier, celui-ci, qui peut-être avait eu l'éveil, était occupé à démenager. Ses malles étaient faites, et déjà un commissionnaire attendait pour se diriger vers l'embarcadere du chemin de fer du Nord.

Valade a été arrêté, et les effets et valeurs trouvés en sa possession ont été saisis, ainsi qu'un passeport pour l'étranger, au nom d'Emmanuel Turpin, dont il était porteur.

— On nous assure que d'infâmes manœuvres électorales, rappelant exactement le procès Drouillard, ont eu lieu aujourd'hui sur la place de l'Odéon. Ce fait est très-grave; nous attendrons de nouveaux renseignements pour en dire davantage. Nous sommes certains que les ouvriers se respecteront assez pour repousser toute espèce de tarif de cinquante centimes et au-dessus. Quant aux acquéreurs de consciences, leur tour viendra. (Commune de Paris.)

— Hier, à deux heures, un banquet fraternel a eu lieu au Marais entre des ouvriers et des soldats appartenant au 53^e régiment de ligne. Une immense table était dressée dans la cour d'une maison sise rue Molay, et autour de cette table étaient assis les ouvriers mêlés aux militaires que servaient des femmes et des jeunes filles du quartier. La plus franche gaieté et la plus grande expansion n'ont cessé de régner dans ce festin auquel avaient coopéré tous les locataires de la maison, ceux voisins et plusieurs boutiquiers de la rue, les uns en apportant des comestibles, du pain, du vin, des bouteilles de liqueurs, les autres en fournissant des assiettes, des verres, des couverts et du linge de table. Plusieurs couplets patriotiques ont été chantés, et des tostes ont été portés au dessert par les ouvriers, à l'armée, et par les militaires aux ouvriers de Paris.

— Nous avons une explication de la demande faite par lord Brougham pour devenir citoyen français. Le noble lord a bien voulu la donner en ces termes dans la chambre des lords.

« Quant à la demande que j'ai récemment faite au ministre de la justice du gouvernement provisoire de France, je l'ai faite uniquement pour la protection de ma propriété, et nullement avec l'idée de me dessaisir de mes droits et privilèges de sujet anglais. Il ne faut pas que cette demande fasse supposer que je suis favorable aux institutions républicaines ou que j'aie changé en aucune manière les opinions que j'ai toujours eues à cet égard. »

Pour répondre à lord Brougham, nous pouvons nous contenter de le mettre en présence du citoyen Brougham. C'est celui-ci qui écrivait au maire de Cannes : « Mon cher maire... vous voudrez bien me faire porter comme l'un de vos députés; » et qui écrivait au ministre de la justice de France : « Comme je désire avant tout le bonheur des deux pays et leur paix mutuelle, j'ai cru de mon devoir de donner la preuve de ma confiance dans les institutions françaises pour encourager nos compatriotes anglais à s'y fier comme moi. » Ainsi donc, cet amour philosophique que lord Brougham

professait pour la France, n'était tout simplement qu'une précaution de propriétaire; son patriotisme ne sortait pas des limites de la commune de Cannes, et les lettres de naturalisation qu'il demandait n'étaient à ses yeux qu'une espèce d'écrêtement à mettre sur sa porte, absolument comme s'il y avait mis: Ambulance! ou bien: Secours aux blessés! Quelle étrange façon de donner la preuve de sa confiance!

Lord Brougham ferait réellement bien mieux de garder le silence; car il ne fait que gâter de plus en plus ses affaires. Nous n'avons pas besoin, au reste, de rire de lui, car on s'en acquitte trop bien en Angleterre. Le Times disait le 18:

« Lord Brougham vient d'accomplir une des plus grandes cabrioles qu'il ait jamais faites. Ce n'est pas assez pour lui d'avoir inventé des théories nouvelles dans la science, d'avoir été créé pair d'Angleterre, d'avoir traduit Démosthènes et d'avoir été le premier orateur de son temps; il voudrait recommencer la vie dans le rôle du Gamin de Paris... Il n'y a rien à faire en Angleterre, on y est trop tranquille. La chambre des lords est terne et ennuyeuse. Lord Campbell ne se querelle plus, lord Grey est devenu d'humeur égale. Lord Brougham n'a plus rien pour lui fouetter le sang. La France lui présente les meilleures conditions possibles. Malheureusement la première révolution de 89 était venue un peu trop tôt; mais celle de 1848 réparera cet inconvénient... Nous pouvons sourire en Angleterre de toutes ces excentricités, parce que nous connaissons l'homme; nous connaissons sa grandeur comme sa petitesse. Mais en France il n'en est pas de même. Nous voudrions bien pouvoir garder pour nous Henry Brougham en deshabillé et ne montrer à l'admiration des étrangers que lord Brougham dans sa robe d'hermine. Pourquoi rend-il le nom d'Anglais ridicule au dehors?... » (Semaine.)

Nouvelles des départements.

BOUCHES-DU-RHÔNE. — Une colonne de la légion italienne se rendant dans sa patrie pour aider à sa délivrance, a passé le 20, à Marseille. Voici les détails de leur arrivée dans cette ville, tels que nous les lisons dans les journaux de Marseille:

« Hier, mille Italiens, portant au chapeau des plumes vertes, blanches et rouges, et un grand drapeau aux couleurs nationales, sont arrivés à midi par le chemin de fer. Un vieux général était à leur tête. Ils se rendent en Italie pour offrir le secours de leurs bras à leurs concitoyens qui se débattaient sous les serres de l'aigle autrichienne, et pour travailler ensemble au grand œuvre de la liberté, déjà si avancé.

« Tous les Italiens résidant à Marseille les attendaient au débarcadère avec leurs femmes et leurs enfants, la musique de la douane en tête. Ils ont été reçus avec la plus affectueuse cordialité.

« Ils sont ensuite descendus en ville, en bon ordre, et ont parcouru un grand nombre de rues. Arrivés à la place de la République, ils se sont arrêtés respectueusement devant l'arbre de la liberté, qu'ils ont entouré et salué avec le plus vif enthousiasme; là, ils ont fait entendre des acclamations et des chants nationaux. Ils ont ensuite pris le chemin de la préfecture.

« A la Bourse, et dans toute la rue Paradis, ils ont été accueillis, sur leur passage, par mille cris en leur honneur, qu'ils nous ont rendus avec usure, en ne cessant de répéter: Vive Marseille! vive la République!

« A la préfecture, notre infatigable et bienveillant commissaire du gouvernement les a reçus sur le perron, d'où il les a chaleureusement harangués. Puis, au milieu des cris de: Vive Ollivier! il a embrassé vivement le brave général qui ramène à sa patrie ces généreux exilés que la tyrannie en avait arrachés.

« Au sortir de l'hôtel Mazade, le cortège s'est dirigé vers la Plaine, où il s'est rendu exprès pour voir la déesse de la Liberté; là, comme à la place de la République devant l'arbre de la Liberté, il y a eu mille et mille vivats, et plusieurs chants nationaux, en italien, ardemment applaudis par la foule immense qui entourait tous ces nobles enfants de l'Italie.

« Ces dignes patriotes ont épuisé dans leur voyage le peu de ressources qui leur restaient. Nous comptons sur la généreuse bienveillance que Marseille s'est toujours empressée d'offrir aux étrangers. Il faut que le riche apporte son offrande, comme le pauvre sa modeste obole, pour fournir à ces amis de la Liberté les secours qui leur sont indispensables pour retourner dans leur patrie. Venir en aide aux Italiens, n'est-ce pas presque venir en aide à des compatriotes? **DORDOGNE.** — Nous lisons dans l'Écho de Vesone:

« La commune de Bussac s'est réunie dimanche dernier, 15 du courant, pour procéder à la reconnaissance de ses officiers de la garde nationale et à la plantation d'un arbre de la liberté.

« La journée a été signalée par un conflit qui s'est élevé entre les gardes nationaux et leurs chefs. Plusieurs gardes nationaux, poussés par un aveuglement qu'on ne saurait trop déplorer, avaient la prétention d'infliger une punition à un

citoyen de la commune qui avait eu le tort, à leurs yeux, de payer l'impôt extraordinaire de 45 c. Ils exigeaient de lui une barrique de vin et un sac de froment. Cette étonnante prétention a été accueillie comme elle le méritait par les officiers de la garde nationale. De son côté, le citoyen Coulombeix, c'est le nom du contribuable, a déclaré qu'il avait, en bon citoyen et en dévoué républicain, payé son impôt extraordinaire pour aider à la consolidation de la République, et que, s'il ne l'avait pas fait, il serait prêt à le faire malgré les menaces dont il était l'objet. Il a ajouté qu'il ferait le sacrifice volontaire d'une demi-barrique de vin et de trente kilogrammes de pain pour le jour où aurait lieu le banquet projeté dans la commune; il voulait par là, disait-il, fraterniser avec ses concitoyens, dont il n'avait cessé d'être l'ami, et demandait qu'il fût bien entendu qu'il ne céderait pas à leurs menaces. Ces sages paroles n'ont point satisfait les mécontents, qui manifestaient hautement l'intention de se rendre chez Coulombeix pour le punir de son obéissance au décret du Gouvernement provisoire. Les officiers de la garde nationale sont parvenus à les empêcher de mettre leur projet à exécution. Il paraît que les mécontents veulent pour ce fait rédiger une protestation contre leurs officiers, dont ils demandent la révocation. »

EURE. — La ville d'Evreux a eu aussi son jour de fête populaire: nous voulons parler de la plantation de l'arbre de la liberté.

A midi, toute notre garde nationale, musique en tête, comprise une compagnie d'artillerie et de sapeurs-pompiers, s'est réunie sur la place Nationale, où elle présentait un coup d'œil et un ensemble imposant; une foule immense, dont la physionomie reflétait la satisfaction et la cordialité, garnissait les alentours et se pressait autour des soldats citoyens.

Après l'arrivée des autorités et de l'évêque, suivi processionnellement de son clergé, on a procédé à la bénédiction de l'arbre de la liberté, qui s'élevait, pavoisé de drapeaux, au milieu de la place.

M. l'évêque a pris la parole à peu près en ces termes:

« En venant représenter l'église au milieu de cette imposante assemblée, nous répondons à l'invitation de nos magistrats, nous croyons remplir le vœu de tous nos concitoyens; car nous supposons qu'ils sont tous satisfaits de voir la signification sainte et élevée qui est donnée à cette fête populaire. Tous les hommes sont frères: aimez-vous les uns les autres; tels sont les sublimes enseignements de l'église, telle est la noble origine de la religion; fraternité que nous avons mission d'accomplir et de persuader.

« Le sentiment que nous exprimons est puisé au fond de nos cœurs; la religion nous dit que nous sommes tous frères, et c'est pour nous un bonheur de concourir à tout ce qui est bon et avantageux. Dans ce but, nous allons invoquer les bénédictions célestes sur vous et sur cet arbre, qui va être au milieu de vous le symbole de la liberté chrétienne. Il y a dix-huit siècles, au pied de la croix, Jésus-Christ disait au homme: « Aimez-vous les uns les autres. » Aimez-vous les uns les autres! pensée divine, glorieuse, qui renferme tous les sentiments généreux, vrais et justes, qui renferme l'égalité raisonnable, la fraternité raisonnable, qui n'ont d'appui que dans la religion. Liberté, Egalité, Fraternité, tels sont les vrais principes qui, par une application universelle, bien comprise dans notre belle patrie, devront la rendre heureuse. C'est notre vœu sincère, notre espoir, celui de l'autorité publique, celui de cette milice citoyenne dont l'étendard brille à nos côtés, et dont la vue inspire une sécurité complète à tous les habitants de cette cité! Nous sommes tous une famille de frères, nous voulons tous vivre en frères. »

Après la bénédiction de cet arbre de Liberté, l'évêque s'est dirigé, avec son clergé, entre deux haies de gardes nationaux, sur la place du Marché-Neuf et sur la place de l'Orme.

La encore, deux arbres ont été bénis en présence du peuple, dont les préoccupations étaient confondues en un sentiment commun de patriotisme.

Enfin, la foule s'est retirée aux cris mille fois répétés de: Vive la liberté! vive Dupont! vive la République! (Journal de l'Eure.)

FINISTÈRE. — Voici un petit épisode que nous empruntons au Quimpérois. Peu important par lui-même, il peut toutefois prouver jusqu'où peut aller l'imagination de certaines gens, quand il s'agit de combattre la République.

« Il nous fallait une ère de liberté pour nous faire connaître le prix de ce qui nous entoure. Un cher disciple de saint Ignace vient, par un nouveau procédé, ajouter un prix de plus à la beauté et à la vertu; il a découvert à lui seul la femme presse; ce mot sans doute vous étonne, jeunes étonnés, peu habitués aux oreilles et aux Deo gratias. Enfin est-il que le fait est constant. En un certain L'Hambourg, ville du Finistère, un pieux curé voya à les élections arriver et ne possédant pas d'imprimerie à domicile, s'imagina d'essayer ce genre d'industrie tout nouveau; il prit donc son chapelet et son tricorne, et, en bon frère dévoué à la République, il promet de mettre à jour le résultat de tant de nuits et de veilles. Dans ce but, il se rend près des mères de famille et réclame, au nom de la religion, que toute demoiselle, âgée de

seize ans, sachant écrire, soit portée sur la liste des secrétaires de la sainte cause; la tâche n'est pas trop pénible, il présente une liste de candidats de quinze noms qui doivent être élus; le nombre d'exemplaires est illimité, les dons du ciel seront à proportion du travail de chaque scribe.

« De cette manière, grâce au génie de ce pieux inventeur, la ville de L'Hambourg peut rivaliser avec les presses étrangères. »

HAUTE GARONNE. — Quelques journaux avaient donné le récit de prétendus troubles à Saint-Gaudens. Les lignes suivantes que nous trouvons dans le Constituant de Toulouse donnent un démenti à ces rumeurs mensongères:

« Le commissaire général est rentré à Toulouse, de retour d'une journée entreprise dans les arrondissements de Muret et de Saint-Gaudens.

« Le départ du citoyen Joly a donné lieu à des bruits nouveaux de discorde qui auraient, di-sait-on, éclaté dans ces localités. Nous n'avons pas besoin de dire que rien n'est vrai dans ces rumeurs vagues répandues hier dans notre ville. Nous apprenons, au contraire, que le commissaire général a rencontré partout sur son passage le plus brillant enthousiasme et le calme le plus parfait.

ILLE-ET-VILAINE. — Le Journal de Rennes parle d'agents envoyés dans les campagnes, pour travailler contre les candidatures légitimistes et cléricales, et engage ses amis à surveiller ces manœuvres. Ce journal, si ami de la sincérité des élections, ne parle point de l'inqualifiable abus que font un grand nombre de curés du diocèse, de leur saint ministère, pour transformer leurs églises en collèges électoraux, ou ils imposent aux fidèles de voter pour la liste de l'évêché, sous peine de péché. C'est là une nouvelle preuve de la manière dont ces messieurs entendent la distinction du spirituel et du temporel; c'est de la part du clergé une conduite qui attriste profondément les hommes sincèrement religieux, parce qu'elle fait peser sur la religion elle-même une dangereuse responsabilité, et que le souvenir des serments électoraux ne s'effacera pas de sitôt dans certaines églises. (Le Progrès.)

MEURTHE. — La multiplicité des candidats qui se présentent au pays pour le représenter inspire au Patriote de la Meurthe les réflexions suivantes. Nous le approuvons de tout cœur, elles sont justes et pleines d'à-propos. Nous espérons qu'elles seront comprises; car aujourd'hui plus que jamais, aujourd'hui que la bataille est commencée, il faut que les républicains se rappellent que l'union fait la force. Disperser ses voix, c'est donner aux ennemis de la République l'occasion d'un succès, c'est ouvrir au pays une voie funeste, semée de dangers et de combats:

« Le nombre de prétendants à la députation ne diminue pas, au contraire il s'accroît dans des proportions démesurées. Il n'y a pas de si petit lameau aujourd'hui qui ne produise son candidat. En vérité, MM. les serviteurs du système monarchique étaient bien téméraires et bien injustes quand ils refusaient à la France toute réforme électorale, sous prétexte que, hormis eux et leurs amis, il n'y avait pas possibilité de trouver des hommes pour faire les affaires du pays. Que du lieu de leur exil ils jettent un coup d'œil sur ce qui se passe ici, et ils seront complètement rassurés sur leurs inquiétudes passées.

« Mais, hâtons-nous de le dire, cette exubérance de candidatures n'est pas sans danger pour le résultat des élections. Si chaque commune un peu importante veut avoir son candidat, il est bien certain qu'on arrivera, ainsi que nous l'avons déjà dit, à un résultat négatif, et que les partis hostiles à l'affermissement sincère de la République auront beau jeu pour faire passer leurs candidats. Il est reconnu en fait que les minorités sont les seules agrégations d'individus qui savent se plier aux exigences de la discipline pour arriver au succès. Si le corps de bataille des électeurs court voter à la débandade, les partis extrêmes, volant au contraire comme un seul homme, emporteront donc d'assaut le scrutin.

« Que les électeurs y songent sérieusement, surtout ceux des campagnes.

« Ces réflexions nous sont de nouveau suggérées par la persistance avec laquelle des candidats sans aucune chance de succès poursuivent leurs intrigues dans le but de détacher de la masse quelques centaines de voix à leur profit. Ces hommes ne sont pas assez avancés par la vanité ou l'amour-propre pour croire qu'ils seront nommés; mais qu'importe si, par leurs manœuvres égoïstes, ils compromettent la cause de l'intérêt public; leur satisfaction personnelle, avant tout, exige que leur nom ne reste pas sans retentissement au fond de l'urne électorale. »

Le rédacteur en chef, GEORGES OLIVIER.

Imprimerie Bonaventure et Ducessois, 55, quai des Augustins.

Changement de domicile. — Réduction de prix.

CRIN, LIMONADIER

Transfère son établissement du N. 18 de la PLACE MAUBERT, à côté, au N. 13 de la RUE GALANDE.

Le citoyen CRIN, comprenant que les prix de consommation des Cafés sont loin d'être à la portée des travailleurs, surtout dans un quartier peu riche, réduit les prix de son établissement